



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Environnement - Contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) - Avenant n°11 - Approbation**

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Aux termes d'une convention du 23 Octobre 1968 approuvée par le Préfet de l'Hérault le 26 Novembre 1968, la Ville de Montpellier a concédé à la Société d'Economie Mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), la gestion et l'exécution des travaux d'extension du marché d'intérêt national (MIN) de Montpellier.

Cette convention, modifiée depuis par dix avenants, arrive à expiration le 31 décembre 2028.

Suivants les délibérations en date du 22 octobre 2002 et du 20 mai 2003, la Ville de Montpellier a transféré le MIN à la Métropole.

Le MIN joue un rôle structurant pour son territoire et plus largement à l'échelle du territoire du pôle métropolitain. Il se situe à la convergence de plusieurs politiques publiques clés : politique agroécologie et alimentaire, politique des mobilités et en particulier de logistique urbaine, politique de développement économique, politique d'urbanisme commercial. Plus particulièrement, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une politique agro écologique et alimentaire durable.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir l'économie locale des entreprises rencontrant des difficultés économiques et financières et perturbations liées à la Covid-19, qui nécessitent un ajustement contractuel de la concession opérée au sein du MIN et donnée en gestion à la SAEML SOMIMON.

Conformément à l'article L. 3135-1 du Code de la Commande publique, l'avenant n°11, a pour objet de définir les modalités exceptionnelles de mise en œuvre du dispositif de soutien à l'économie locale des concessionnaires du MIN dont l'activité se trouve impactée par la crise d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de Covid19.

Ce soutien prend la forme d'une exonération de 50 % des redevances relatives aux deux périodes de confinement ou périodes de restrictions liées aux conditions sanitaires accordés aux concessionnaires exerçant leurs activités principales sur le MIN et éligibles selon les termes de l'avenant présenté.

Par ailleurs une exonération de 50 % est appliquée pour les concessionnaires qui ont repoussé leurs installations sur le MIN et n'ont pu démarrer leurs activités lors du premier confinement.

Enfin, une exonération de 50% sera appliquée sur la durée correspondant aux deux périodes de confinement ou périodes de restrictions liées aux conditions sanitaires pour les entreprises de la halle Horticole.

Afin d'indemniser le délégataire du préjudice subi au regard de la perte de résultats en lien avec ces aides à l'immobilier d'entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole consent à réaliser une compensation par diminution exceptionnelle de la redevance 2020 versée par la SOMIMON dans le cadre du contrat de délégation de services public. Cette réduction est estimée à environ 100 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°11 au contrat de DSP relatif à l'exploitation du MIN ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150068-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant\_exonerations\_loyers\_Covid\_19\_modifs\_9dec20.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.